

Mémoire au Comité spécial sur la réforme électorale
Allan J. Fox, déposant
Le 29 août 2016

J'ai suivi les objectifs et la création de votre comité. Je vous remercie au nom des Canadiennes et des Canadiens d'aborder cette question. J'ai entendu pendant des années certains Canadiens déclarer haut et fort que le système doit changer parce qu'ils estiment que leur vote importe peu. Ils désirent une démocratie d'une grande pureté et un système électoral à représentation proportionnelle. Ceux et celles qui appuient les petits partis sont également désireux d'exercer un pouvoir dans le cadre de leurs dossiers préférés. En adoptant cette approche, toutefois, notre stable démocratie risque fort de se transformer en une démocratie moins stable où plusieurs petits groupes exercent peu de pouvoir, entraînant ainsi l'instabilité au chapitre de la gouvernance.

Les Canadiens comprennent ce qu'on entend par gouvernements minoritaires tel que ceux que nous avons eus, où certains partis plus petits appuient un plus gros parti pour former un gouvernement. Mais même nos gouvernements minoritaires détiennent d'assez grands nombres de sièges. Lorsque l'on jette un coup d'œil à ce qui se passe dans d'autres pays, on se rend compte que la conjoncture est beaucoup plus difficile et extrême. Le modèle en Israël, dont il est question dans les nouvelles pratiquement tous les jours, je le connais bien. Je suis un ami d'Israël, un État que je connais depuis 50 ans, ainsi que ses élections. Il m'est arrivé maintes fois au cours de mes nombreuses visites de me trouver là-bas lors d'élections.

À mon avis, Israël aurait fait la paix avec ses voisins, des dizaines d'années auparavant, n'eût été son système de représentation proportionnelle qui empêche les partis politiques au pouvoir d'être en mesure de faire la bonne chose en établissant les politiques. Il s'agit là d'une déclaration très ferme, mais une compréhension du fonctionnement de ce système révèle qu'il peut y avoir à tout moment au-delà de 20 à 30 partis politiques qui s'assemblent lors d'une élection pour former de 10 à 20 partis combinés. À l'heure actuelle, Israël doit remporter au moins 3,25 % de l'ensemble des votes pour obtenir des sièges. Lors de la dernière élection, plusieurs partis regroupés ont formé une dizaine de partis qui ont obtenu des sièges.

Au terme d'une élection, le vrai marchandage se tient en coulisse, mais sans les électeurs. Un futur premier ministre a besoin d'un appui et il négocie; il achète et vend du pouvoir et des politiques. Un futur premier ministre accorde des postes ministériels à différentes factions selon leur propre fondement politique. En Israël, cela se traduit par un pouvoir démesuré aux mains de petits partis détenant quelques sièges chacun et des enjeux particuliers. Les politiques comme celles concernant l'enseignement public, l'enseignement religieux, le contrôle des questions civiques par les chefs religieux, les ministres des finances détournant des fonds publics afin d'appuyer les projets favoris du parti (comme un nombre accru de colonies en Cisjordanie, des routes vers les colonies, un enseignement supérieur étendu dans les colonies de Cisjordanie) sont des exemples

du contrôle exercé par des petits groupes dans le système électoral proportionnel. Il ne s'agit pas à mon avis d'une vraie démocratie; le gouvernement procède à un échange à huis clos de faveurs dissimulées parmi quelques contrôleurs, créant ainsi plusieurs quasi-dictatures. Pour obtenir ce qu'ils veulent, les ministres peuvent menacer de se retirer d'une coalition, ce qui a pour effet de mettre à la porte le PM, à moins que de nouvelles faveurs ne soient accordées.

Il est facile pour les Canadiens d'affirmer que nous n'avons pas de problèmes aussi flagrants et conflictuels que ceux en Israël, alors pourquoi nous inquiéter? Eh bien, qui tirera parti d'un système proportionnel au Canada? Les petits partis avec un électorat réduit qui n'ont actuellement pas la moindre incidence. Ils seront les barons comme en Israël au chapitre des coalitions, avec un pouvoir de marchandage en coulisse. Le processus en entier s'en trouvera changé. Une fois un changement fait, il sera impossible de revenir en arrière – de nombreux petits groupes contrôlant une coalition ne consentiront jamais à renoncer à leur pouvoir.

Le Canada sera changé à tout jamais; nous jouons aux dés avec des prévisions basées sur la situation actuelle, mais le système évolué de partis changera lorsque l'ensemble du processus changera. Nous pouvons nous retrouver dans la même situation qu'en Israël, où aucun gouvernement (sauf pendant quelques mois en 1969) n'est en mesure d'adopter ses propres politiques mûrement réfléchies. Nous pouvons prédire qu'il s'agira d'un système des plus irresponsables. Le Canada mérite mieux que de se substituer à la vanité de théoriciens qui refusent de voir comment ce plan a joué de mauvais tours ailleurs.

<https://www.washingtonpost.com/news/wonk/wp/2013/01/23/the-secret-behind-israels-dysfunctional-political-system/>

Je sais que, sur le plan politique au Canada, les partis s'engagent actuellement à apporter des changements; Justin Trudeau l'a promis durant la campagne. Nous nous attendons à ce que votre comité présente un rapport en ce sens. Quoi que vous fassiez, n'instaurez pas, je vous prie, un système proportionnel même avec un seuil de 3,25 % des votes pour obtenir un siège, comme en Israël, ou même 4 ou 5 %. Si cela est nécessaire, apportez des changements de sorte à obtenir un système qui est loin de ressembler à celui en Israël. Regardez les politiques d'Israël et craignez au plus haut point d'adopter ce modèle.